

Association ESPACE 19

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

Siège Social : 6 rue Henri Verneuil

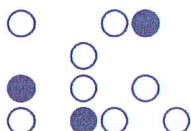
75019 PARIS

N° SIREN : 322 283 896

O°O

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres sociétaires de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ESPACE 19 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui font apparaître des fonds propres et autres fonds associatifs positifs de 222.504 euros, y compris un excédent de 11.788 euros.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le principe de continuité de l'exploitation, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- 1- L'importance des subventions au regard des ressources de l'association nous a conduit à réaliser par sondages un rapprochement des produits inscrits en comptes avec les conventions encadrant les financements,
- 2- Le nombre individuel important de participations des familles et usagers nous a conduit à réaliser les diligences suivantes qui nous ont permis de valider ces ressources :
 - a. Analyse de cohérence des frais de fonctionnement des centres sociaux et accueil petite enfance supportés par l'association avec le produit des inscriptions ;
 - b. Recoupement de la liste des membres de l'association avec les cotisations recouvrées sur l'exercice,
- 3- Les fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ont été correctement traités sur cet exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport des trésoriers et dans les autres documents adressés aux membres adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE BUREAU DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser l'activité de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 6 mai 2025.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,

sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

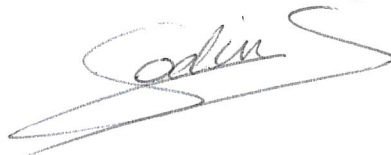
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur

les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Maur des Fossés,
Le 9 mai 2025,

DBF AUDIT SAS,
Société de Commissariat aux Comptes
Sylvain GODIN
Responsable Technique
Mandataire social délégué



ESPACE 19

6 RUE VERNEUIL

75019 PARIS

Bilan et Resultat Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

édité le 18/04/2025

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	32 313,71	25 447,02	6 866,69	0,33	10 613,09	0,55
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	2 152 927,55	1 674 481,26	478 446,29	22,71	464 508,07	23,92
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	16 806,00		16 806,00	0,80	16 224,00	0,84
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	126 748,11		126 748,11	6,02	114 388,11	5,89
. Autres	52 657,48		52 657,48	2,50	49 809,21	2,57
TOTAL (I)	2 381 452,85	1 699 928,28	681 524,57	32,35	655 542,48	33,76
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	60 708,44	15 493,59	45 214,85	2,15	44 211,24	2,28
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	1 305 882,47		1 305 882,47	61,98	1 084 687,43	55,86
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	69 673,45		69 673,45	3,31	150 580,53	7,75
Charges constatées d'avance	4 659,60		4 659,60	0,22	6 710,40	0,35
TOTAL (II)	1 440 923,96	15 493,59	1 425 430,37	67,65	1 286 189,60	66,24
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 822 376,81	1 715 421,87	2 106 954,94	100,00	1 941 732,08	100,00



BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	64 273,51	3,05	64 273,51	3,31
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	253 293,23	12,02	253 293,23	13,04
. Autres	70 000,00	3,32	70 000,00	3,61
Report à nouveau	-176 850,82	-8,38	-229 394,68	-11,80
Excédent ou déficit de l'exercice	11 788,45	0,56	52 543,86	2,71
Situation nette (sous total)	222 504,37	10,56	210 715,92	10,85
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	341 292,03	16,20	326 349,12	16,81
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	563 796,40	26,76	537 065,04	27,66
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	98 696,00	4,68	86 401,00	4,45
TOTAL (II)	98 696,00	4,68	86 401,00	4,45
PROVISIONS				
Provisions pour risques	37 373,50	1,77	3 025,00	0,16
Provisions pour charges	1 990,00	0,09	1 990,00	0,10
TOTAL (III)	39 363,50	1,87	5 015,00	0,26
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	515 933,89	24,49	289 643,46	14,92
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	134 025,27	6,36	142 845,12	7,36
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	576 231,53	27,35	492 424,39	25,36
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	6 873,35	0,33	822,07	0,04
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	172 035,00	8,17	387 516,00	19,96
TOTAL (IV)	1 405 099,04	66,69	1 313 251,04	67,63
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 106 954,94	100,00	1 941 732,08	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		19 424,00		18 740,00		684	3,65		
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		234 398,41		217 921,05		16 477	7,56		
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		5 380 543,52		5 096 537,91		284 006	5,57		
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels		5 470,00		9 620,00		-4 150	-43,13		
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges				44 123,67		-44 123	-100,00		
Utilisations des fonds dédiés		86 401,00		73 580,00		12 821	17,42		
Autres produits		5 179,42		16 078,38		-10 899	-67,78		
Total des produits d'exploitation (I)		5 731 416,35		5 476 601,01		254 815	4,65		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		1 146 348,97		1 145 329,51		1 019	0,09		
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		307 731,21		258 805,94		48 926	18,90		
Salaires et traitements		2 932 195,31		2 789 069,49		143 126	5,13		
Charges sociales		1 066 415,15		1 010 847,95		55 568	5,50		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		121 027,01		102 932,32		18 095	17,58		
Dotations aux provisions		34 348,50		2 000,00		32 348	N/S		
Reports en fonds dédiés		98 696,00		86 401,00		12 295	14,23		
Autres charges		-1 264,37		86 332,02		-87 596	-101,45		
Total des charges d'exploitation (II)		5 705 497,78		5 481 718,23		223 779			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		25 918,57		-5 117,22		31 035	606,51		
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations		582,00		124,00		458	369,35		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés		696,34		326,79		370	113,50		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		1 278,34		450,79		828	184,00		
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées		13 189,25		15 534,08		-2 345	-15,09		
Différences négatives de change		5,41				5	N/S		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements									
Total des charges financières (IV)		13 194,66		15 534,08		-2 340	-15,05		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-11 916,32		-15 083,29		3 167	21,00		



Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	14 002,25	-20 200,51	34 202	169,32
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		73 244,37	-73 244	-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		73 244,37	-73 244	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	2 213,80	500,00	1 713	342,60
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	2 213,80	500,00	1 713	342,60
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 213,80	72 744,37	-74 957	-103,03
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	5 732 694,69	5 550 296,17	182 398	3,29
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 720 906,24	5 497 752,31	223 154	4,06
EXCEDENT OU DEFICIT	11 788,45	52 543,86	-40 755	-77,56
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature	125 340,00	125 340,00		
Bénévolat	339 545,00	308 984,20		
TOTAL	464 885,00	434 324,20		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	125 340,00	125 340,00		
Prestations	46 490,00	13 644,06		
Personnel bénévole	293 055,00	295 340,14		
TOTAL	464 885,00	434 324,20		



Annexe association

PREAMBULE

- Objet social de l'entité

L'Association est constituée dans le but de créer, gérer et animer des lieux d'accueil, créateurs de lien social. Ils ont pour objectif d'améliorer la vie dans les quartiers, de favoriser la rencontre et la solidarité entre tous, dans le respect de la personnalité de chacun. Ces lieux, à but non lucratif, agissent pour l'accès aux droits, à la santé, à la culture et aux savoirs et visent à promouvoir ainsi la citoyenneté, l'autonomie et à contribuer à une société juste et écologique. Espace 19 est une association laïque. Elle participe à la promotion de la laïcité en considérant que c'est une valeur favorable pour vivre ensemble dans nos quartiers.

Ces centres de quartier seront des lieux de rencontre pour la population des quartiers où ils se situent. En lien avec celle-ci, ils auront pour but de : promouvoir des activités d'ordre social éducatif, culturel et de loisirs à but non lucratif, s'adressant aux personnes (enfants, jeunes, adultes) et aux familles qui composent cette population.

- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le projet social d'Espace 19 se déploie à travers 11 structures complémentaires :

- 4 centres sociaux et culturels qui mettent en place des programmes d'activités, et d'événements à destination de tous publics, avec pour mission de développer du lien social et une vie de quartier, lutte contre l'isolement social et promouvoir le développement d'agir. Nos centres sociaux organisent également des permanences d'écrivains publics, en lien avec les autres structures de l'association.

- Trois haltes-garderies/ crèches qui développent un projet spécifique adapté à leur public composé très majoritairement d'enfants issus de familles pauvres, autour de l'accompagnement à la parentalité et le développement de l'enfant

- Une ludothèque agréée également lieu ressource parentalité par la CAF

- Un pôle santé et médiation qui a pour objectif de mener des actions de promotion et prévention de la santé face aux inégalités sociales et accompagne des femmes victimes de violences.

- Un pôle numérique qui intervient en développant l'autonomie des bénéficiaires dans leur pratique du numérique, et vient en appui des demandes de création/suivi de dossiers administratifs.

- Un pôle Insertion qui, via une délégation du département de la Ville de Paris, accompagne des bénéficiaires du RSA sur le territoire parisien, dans leurs parcours d'accompagnement social et professionnel.

- Description des moyens mis en œuvre

Les moyens humains utilisés par l'association sont composés de 108 salariés au 31/12/2024 et de 262 bénévoles.

moyens matériels : 12 locaux loués équipés et aménagés

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 106 954.94€.

Le résultat net comptable est un excédent de 11 788.45€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 15/04/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 04 à 10 ans
Matériel de transport	05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 04 à 10 ans
Mobilier	04 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

-

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	32 314			32 314
Immobilisations corporelles	2 032 079			2 152 928
Immobilisations financières	180 421			196 212
TOTAL	2 244 814			2 381 453

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	21700.62	3746.40		25447.02
TOTAL I	21700.62	3746.40		25447.02
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1069493.98	68296.20		1137790.18
Matériel de transport	4765.48	1560.00		6325.48
Matériel de bureau et informatique	153235.62	15540.45		168776.07
Mobiliers et divers	340075.85	21513.68		361589.53
TOTAL II	1567570.93	106910.33		1674481.26
TOTAL GENERAL (I+II)	1589271.55	110656.73		1699928.28

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	16224.00	16224.00	
Prêts	126748.11	126748.11	
Autres créances	52657.48	52657.48	
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	60708.44	60708.44	
Autres créances	9767	9767	
Charges constatées d'avance	4659.60	4659.60	
TOTAL	270764.63	570764.63	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	582
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	1283037
Autres produits à recevoir	13077
TOTAL	1 296 696

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	64 274				64 274
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	323 293				323 293
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-229 395				-176 851
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	52 544				11 788
Dont générosité du public					
Situation nette	210 716				222 504
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	326 349				341 292
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	537 065				563 796
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	515934	515934		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	134025	134025		
Dettes fiscales et sociales	576232	576232		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6873	6873		
Produits constatés d'avance	172035	172035		
TOTAL	1405099	1405099		

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 225 958 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

1. *L'ensemble du personnel en fonction des catégories Cadres et Non Cadres ;*
2. *Le départ à la retraite à 67 ans sur l'initiative du salarié ;*
3. *L'espérance de vie est fondée sur la dernière table de mortalité TH/TF 00-02 ;*
4. *La progression annuelle des rémunérations est de 1% ;*
5. *Le taux retenu pour la rotation du personnel est de 2 à 4 %.*
6. *Le taux d'actualisation, recommandé par les actuaires à fin 2024, qui s'établit à 3.38 %.*

La valeur de cet engagement au 31 décembre 2024 s'élève à 225 958 Euros et le montant de la « dette actuarielle » en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 91 126 Euros. En l'état, ESPACE 19 a choisi de ne pas comptabiliser les engagements de retraite.

Il est à noter qu'une provision, relative aux engagements de retraite, figure néanmoins dans les comptes pour un montant de 1.990 €. Cette provision est issue de la fusion absorption de l'association PROMES réalisée en 2011. La fusion absorption ayant été réalisée à la valeur nette comptable, cette provision ne peut être ni reprise en totalité ni ré estimée en l'attente de son utilisation future ou non, en conformité avec le règlement ANC n°2019-06 du 8 novembre 2019 relatif au traitement comptable des fusions sans échange de titres.

Dès lors, il est précisé que le montant des engagements de retraite relatif à ces salariés est repris dans l'engagement hors bilan annoncé ci-dessus pour un montant actualisé de 10 K€. »

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	19	
Non cadres	86	
TOTAL	105	262

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 19 898 €.